

ÉDITION 2013

L'EXPRESS **RÉUSSIR**

L'express Réussir N° 22 - novembre-décembre 2013

CES MÉTIERS QUI
CHANGENT
LE MONDE **DONNER DU SENS**
À SON TRAVAIL

50
MÉTIRS
« ENGAGÉS »
ET LEUR
RÉMUNÉRATION



- **STRATÉGIES** Comment concilier business et impact social
- **ENTREPRISES** et monde associatif : les clefs de partenariats gagnant-gagnant
- **ÉCOLES, FACS, MBA** à l'heure du développement durable et de l'entrepreneuriat social
- **BAROMÈTRE 2013 GENERALI - INSTITUT CSA** Les décideurs face aux nouveaux défis de société

ARNAUD MOUROT
ESCP Europe, codirecteur
Ashoka Europe,
et président fondateur
de Sport sans frontières.



EXPRESS & ROLARITA

Nouveaux « business models »

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un levier de croissance pour les PME

Malgré la crise, les dirigeants de PME-PMI sont toujours nombreux à juger stratégique la mise en place de nouvelles actions environnementales, sociales et sociétales. Notamment pour gagner en compétitivité.

Par **Philippe Manuel**

La crise qui secoue l'Europe depuis plusieurs années risque-t-elle de sonner le glas du développement durable ? C'est peu probable, si l'on en croit les résultats de la troisième édition de l'enquête exclusive **Generali-CSA**[®], publiée à l'occasion du Parlement des entrepreneurs d'avenir qui se tiendra au Conseil économique social et environnemental, du 5 au 6 novembre 2013, à Paris, et dont L'Express est partenaire. Intitulée « Les décideurs face aux nouveaux défis de société », cette étude a été menée du 11 au 21 mars 2013, auprès d'un échantillon de 404 dirigeants et col-

laborateurs décisionnaires dans des PME-PMI de 20 à moins de 500 salariés ayant une activité en France.

Premier constat : le moral des dirigeants reste bas. Si le nombre d'entreprises se déclarant « fortement touchées » par la crise n'augmente pas (27 %), les dirigeants estiment désormais que « la crise est encore devant eux » (67 %, contre 35 % seulement deux ans plus tôt). Ils sont en outre 68 % à juger, toujours en 2013 (contre 60 % en 2011), que les soubresauts économiques freinent la prise en compte des dimensions environnementales, sociales et sociétales de leurs activités. Cette tendance est particulièrement marquée dans les plus petites structures, de 20 à 49 salariés, où la volonté de garnir le carnet de commandes semble pour l'heure capter l'essentiel des énergies.

Se démarquer

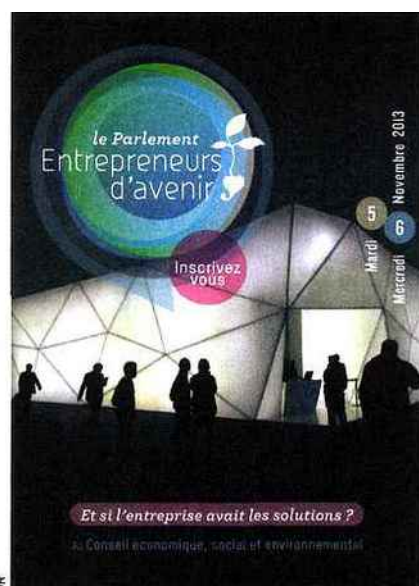
Derrière ce tableau un peu sombre se cache une autre réalité, plus optimiste. « Si les dirigeants de PME-PMI interrogés ont aujourd'hui d'autres priorités, ils ne renient pas pour autant leurs engagements en matière environnementale ou sociale, indique Bernard Sananès, président de l'institut CSA. Ils affirment avec plus de force cette année que les actions de RSE (responsabilité sociale d'entreprise) sont des leviers de compétitivité ». 68 % des dirigeants des PME de 50 à 99 salariés jugent ainsi que les actions en faveur du développement durable permettraient de se démarquer de la concurrence et de séduire davantage

de consommateurs (64 % pour les PME de plus de 100 collaborateurs et 70 % pour celles qui salarient de 200 à 499 individus). Sans surprise, ceux qui pilotent les plus petites structures sont légèrement plus tempérés. Un sur deux estime que la mise en place d'actions environnementales, sociales et sociétales permettrait de favoriser la compétitivité.

En 2013, les motivations des dirigeants en termes de développement durable sont principalement liées à la volonté de réduire les coûts de fonctionnement (97 % des personnes interrogées), de répondre aux attentes des clients (96 %), d'augmenter la performance économique de l'entreprise (95 %), et de diminuer et de prévenir les risques (95 %) ; moins par le désir d'obtenir une certification ou un label (87 %) ou d'anticiper l'arrivée d'une éventuelle obligation réglementaire (68 %).

Agir concrètement

Les chiffres montrent que ces bonnes intentions ne sont pas que des vœux pieux : un directeur sur quatre a déjà mis en place un reporting sociétal et environnemental. Le pourcentage de dirigeants qui intègrent des actions environnementales ou sociales spécifiques dans la stratégie de leur entreprise est aussi en hausse de 16 %, en 2013 (59 %), et ils sont 81 % à s'impliquer directement sur ces sujets. Parmi les actions qui ont le vent en poupe, on constate une hausse en 2013 des opérations concernant la gestion des déchets et effluents (81 %, contre 75 % en 2011), la réduction des consommables (80 %, contre 67 %), le recyclage des produits (77 %, contre 68 %), la sensibilisation des salariés aux problématiques environnementales (70 %, contre 58 %), la baisse de la consommation énergétique (68 %, contre 58 %) et une moindre utilisation de matières premières (54 % contre 44 %).





COMPÉTITIVITÉ La mise en place d'actions environnementales et sociales la favorise. Ici, un parc d'éoliennes non polluantes, à Alberta, au Canada.

T. KOROL/REUTERS

Précision importante, selon Bernard Sananès : « Les décideurs s'engagent surtout sur des actions concrètes, assez faciles à mettre en œuvre au quotidien et offrant des retours rapides. » Le bien-être au travail (98 % des décideurs), le respect des droits fondamentaux de la personne (97 %), le développement d'une politique d'achats responsables (96 %), et l'éthique et la transparence (95 %) leur tiennent particulièrement à cœur. Tout comme la protection de la santé et de la sécurité du consommateur (89 %), ou la lutte contre le chômage et la précarité, qui retrouve son niveau de 2009, à 89 %. A contrario, les engagements sont plus timorés sur des critères tels que la lutte contre le changement climatique (76 %), la relocalisation de l'emploi (71 %) ou la promotion des arts et de la culture (46 %).

Se faire accompagner

Outre le manque de temps et la résistance de certaines catégories de personnel, le principal obstacle rencontré par les décideurs français est de nature

pécuniaire : un sur deux déplore le manque de moyens financiers ou le coût de la mise en place, et un sur trois doute du retour sur investissement possible. Il est aussi organisationnel. « Happés par le quotidien, les dirigeants de PME-PMI ne souhaitent pas arrêter ces démarches, mais éprouvent le besoin d'être accompagnés », relève Bernard Sananès.

En dehors des organismes gouvernementaux, dont le CSA rappelle qu'ils sont toujours « les mieux placés pour conseiller les dirigeants sur les questions environnementales, sociales et sociétales », d'autres acteurs sont de plus en plus sollicités : experts-comptables, conseillers juridiques, sociétés d'assurance... Un dirigeant sur cinq interrogé par le CSA est, par exemple, demandeur de conseils de la part des assureurs en matière de prévention des risques. Signe que la réponse à ces enjeux passe par tout un écosystème d'intervenants. Et que de nouveaux acteurs vont devoir entrer en scène, s'adapter et éclairer les décideurs sur les meilleures pratiques. ●

CHIFFRES CLEFS

1 sur 2 des dirigeants de PME-PMI estime que la mise en place d'actions environnementales, sociales et sociétales favorise la compétitivité. Un avis surtout partagé par les entreprises de plus de 50 salariés.

1 sur 4 des décideurs a mis en place un reporting sociétal et environnemental.

7 sur 10 des chefs d'entreprise sont motivés par la réduction, la prévention des risques et l'amélioration de l'image de l'entreprise, mais jugent que la crise économique a freiné les considérations environnementales et sociales des PME-PMI (68 % en 2013, contre 60 % et 48 % en 2011 et en 2009).

* Source « Les décideurs face aux nouveaux défis de société », Generali-Institut CSA, 2013